



**PRÉFET
DU CALVADOS**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Normandie**

Unité bidépartementale Calvados Manche
1 rue Recteur Daure
CS 60040
14006 Caen Cedex 1

Caen, le 17/10/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 04/10/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

BRIQUETERIE LAGRIVE

La Briqueterie
RD 613
14100 Glos

Références : 2024-590
Code AIOT : 0005300039

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 04/10/2024 dans l'établissement BRIQUETERIE LAGRIVE implanté La Briqueterie RD 613 14100 Glos. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Suite à la précédente visite, la société Briqueterie Lagrive a fait l'objet d'un arrêté de mise en demeure prononcé le 8 janvier 2024 en raison principalement de la présence d'un tas de béton ferrailé d'environ 1000 m³, entreposé depuis plusieurs années sans autorisation. La présente inspection a pour but de vérifier que les dispositions de cet arrêté ont été appliquées.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- BRIQUETERIE LAGRIVE

- La Briqueterie RD 613 14100 Glos
- Code AIOT : 0005300039
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société Briqueterie Lagrive bénéficie d'un arrêté d'autorisation délivré le 14/06/1999 lui permettant d'exercer sur son site ses activités de production de briques et d'extraction d'argile au titre des rubriques 2523 et 2510 (exploitation de carrière). Cet arrêté a été complété et modifié par des arrêtés en 2010 et 2017.

La visite a débuté par un point en salle, puis l'inspection s'est rendu sur le terrain pour procéder à des contrôles ponctuels au sein de la carrière et de l'atelier de la briqueterie.

Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	Modalités de remise en état	Arrêté Préfectoral du 14/06/1999, article 31	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Registre et plans	Arrêté Préfectoral du 14/06/1999, article 12	Sans objet
2	Pollutions accidentelles	Arrêté Préfectoral du 14/06/1999, article 13.2	Sans objet
4	Situation administrative	Arrêté Préfectoral du 14/06/1999, article 6	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les deux points de contrôle pour lesquels une mise en demeure avait été prononcée à l'encontre de l'exploitant, à savoir l'entreposage depuis plusieurs années d'un tas de béton ferrailé et l'absence de procédure d'acceptation préalable (PAP) et de document d'acceptation préalable (DAP) pour la réception de déchets inertes, sont dorénavant soldés.

Le tas de béton ferrailé a été évacué et l'exploitant a produit les deux pièces demandées (PAP et DAP). **La mise en demeure ne produit plus d'effets à compter du présent rapport.**

Cette nouvelle inspection permet également de solder l'ensemble des points pour lesquels une action corrective était encore en cours suite à la précédente visite.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Registre et plans

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/06/1999, article 12
Thème(s) : Autre, Mise à jour du plan

Prescription contrôlée :

Un plan d'échelle adaptée à la superficie sera établi par l'exploitant. Sur ce plan seront reportés :

- les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que de ses abords, dans un rayon de 50 mètres,
- les bords de la fouille,
- les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs,
- les zones remises en état,

Ce plan sera mis à jour au moins une fois par an et copie en sera adressée à la Direction Régionale de l'industrie, de la Recherche et de l'Environnement.

Constats :

Pour rappel, lors de la précédente inspection, l'exploitant n'a pas été en mesure de fournir un plan topographique de la carrière. Suite à cette visite, un devis en ce sens a été signé avec un géomètre le 7/11/2023. Un relevé a été effectué le 29/11/2023 ainsi que le bornage le 19/12/2023. La présente visite a permis de le confirmer. Toutefois, il faudra veiller à la visibilité de certaines bornes plus ou moins recouvertes par la végétation, il en va de la responsabilité de l'exploitant. Le 21/12/2023, l'exploitant a transmis un projet de plan, mais « sans les niveaux ». Après plusieurs relances auprès du géomètre, un plan complet (avec les cotes d'altitude) a été transmis le 9/10/2024.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Pollutions accidentelles

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/06/1999, article 13.2

Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des pollutions accidentelles

Prescription contrôlée :

Le ravitaillement et l'entretien des engins de chantier sont réalisés sur une aire étanche entourée par un caniveau et reliée à un point bas étanche, muni d'un séparateur à hydrocarbures, permettant la récupération totale des eaux ou des liquides résiduels.

Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une cuvette de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande-des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir,
- 50 % de la capacité des réservoirs associés.

Lorsque le stockage est constitué exclusivement en récipients de capacité inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention peut être réduite à 20 % de la capacité totale des fûts associés sans être inférieure à 1 000 litres ou à la capacité totale lorsqu'elle est inférieure à 1 000 litres.

Cette prescription devra être respectée pour fin septembre 1999.

Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés et doivent être soit réutilisés, soit éliminés comme les déchets.

Constats :

<p>Au niveau de l'atelier, l'inspection a constaté la présence de boudins antipollution à utiliser en cas de fuite lors de l'entretien des engins (un kit antipollution est également disponible à l'accueil). Conformément au présent article, les produits susceptibles d'entraîner une pollution sont placés sur rétention. L'inspection demande toutefois à l'exploitant de s'assurer que les capacités des rétentions sont suffisantes pour accueillir l'ensemble des produits stockés.</p> <p>L'huile de vidange n'étant pas classée comme un produit suffisamment dangereux au sens de la réglementation, son stockage avec du liquide de refroidissement sur une même rétention ne pose pas a priori de problème de compatibilité.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'inspection demande toutefois à l'exploitant de s'assurer que les capacités des rétentions sont suffisantes pour accueillir l'ensemble des produits stockés.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Modalités de remise en état

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/06/1999, article 31</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Remblaiement de l'excavation par des apports extérieurs</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>(...)Les apports extérieurs de matériaux feront l'objet d'un suivi avec émission d'un bordereau pour chaque chargement. Le bordereau de suivi indique la provenance, la destination, la nature des matériaux avec attestation de leur caractère inerte, la quantité et l'immatriculation des véhicules de transport utilisés.</p> <p>L'exploitant tiendra à jour un registre sur lequel sont répertoriés la provenance, les quantités, les caractéristiques des matériaux et les moyens de transport utilisés ainsi qu'un plan topographique permettant de localiser les zones de remblais correspondant aux données figurant sur le registre.</p>
<p>Constats :</p> <p>Avec l'arrêté du 12/12/2014 relatif aux conditions d'admission des déchets inertes dans les installations relevant des rubriques 2515, 2516, 2517 et dans les installations de stockage de déchets inertes relevant de la rubrique 2760 de la nomenclature des installations classées, la législation a évolué concernant les apports extérieurs de matériaux destinés au comblement des carrières et force a été de constater lors de la précédente visite réalisée en octobre 2023 que l'exploitant ne s'y conformait pas. Suite à cette visite, l'exploitant a cessé tout apport extérieur jusqu'à ce qu'il rédige comme la législation l'exige une procédure d'acceptation préalable (PAP) à laquelle est adossée un document d'acceptation préalable (DAP). Les pièces ont été transmises par courriel à la Dreal le 24/11/2023. La présente inspection a permis d'amender ces documents notamment en exigeant davantage de précision de la part des producteurs sur l'origine des déchets (type de chantier, localisation exacte).</p> <p>Ces éléments qui entraient dans le cadre de la mise en demeure de l'exploitant sont désormais soldés.</p> <p>Ce point de contrôle mentionnait également le téléversement des données du registre interne à l'entreprise dans le fichier RNDTS (Registre National Déchets Terres et Sédiments). Lors de la présente visite, l'exploitant a indiqué s'être inscrit dans le fichier national, ce qui a été confirmé post-inspection en consultant l'application. L'exploitant a téléversé l'apport de 1000 tonnes d'inertes ayant eu lieu au mois de mars 2024. Il lui restera à renseigner l'application sur l'année 2023 (le télé-</p>

<p>versement étant obligatoire depuis le 1^{er} janvier 2023) et l'alimenter au fur et à mesure au plus tard le dernier jour du mois suivant la réception.</p> <p>Ce point de contrôle traitait aussi du problème lié à la stabilité du massif de remblayage lors des opérations d'extraction. L'inspection a constaté que l'exploitant a établi un périmètre de sécurité permettant d'écarter tout risque d'éboulement au niveau de la zone de travail.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Sous 1 mois, l'inspection demande le téléversement dans l'application RNDTS de l'ensemble des données du registre depuis le 1^{er} janvier 2023.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 4 : Situation administrative

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/06/1999, article 6</p>
<p>Thème(s) : Situation administrative, Modification des conditions d'exploitation</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Tout projet de modification des conditions d'exploitation de la carrière ou de l'atelier de fabrication de céramiques et de réfractaires, allant à l'encontre des prescriptions du présent arrêté ou susceptible de porter atteinte à l'environnement, devra être porté à la connaissance de Monsieur le Préfet du Calvados.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection a constaté l'enlèvement des 1000 m³ de béton ferraillé. L'exploitant a présenté deux justificatifs d'élimination, béton d'un côté (société DMTP) et ferraille de l'autre pour 35 m³. Ce point à l'origine de la mise en demeure de l'exploitant est désormais soldé.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>